

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES VILLE DE CERET

DECISION DU MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL (Article L.2122-22 du CGCT)

Renouvellement de l'adhésion de la commune à l'Union des Villes Taurines Françaises (UVTF)

Le Maire de la commune de CERET (Pyrénées-Orientales),

VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoirs susceptibles d'être consenties par le Conseil Municipal au Maire,

VU la délibération n°34/2020 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire dans le cadre des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités territoriales, et ce pour la durée de son mandat, et notamment le renouvellement au nom de la commune de l'adhésion aux associations dont elle est membre,

Vu l'appel à cotisation de l'UVTF pour l'année 2023,

DECIDE

Article 1^{er} - La commune de Céret renouvelle son adhésion à compter de l'année 2023 à l'Union des Villes Taurines Françaises (UVTF), sise Mairie de Istres – 1 Esplanade Bernardin Laugier – 13800 ISTRES, représentée son président.

Article 2 – Le montant de la cotisation s'élève pour l'année 2023 à la somme de 1000,00 € (mille euros). La somme sera prélevée annuellement sur le budget de la commune.

Article 3 – Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Article 4- La présente décision :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales au titre du contrôle de légalité.

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de CERET dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un

délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera :

- Adressée au Comptable Public.
- Notifiée à l'UVTF

Fait à CERET, le 15 juin 2023

**Le Maire,
Michel COSTE**

